



ISSN :2957-6385 (print), ISSN : 2957-6393 (online)

<https://www.doi.org/10.59189/crsh102602>

La floraison des partis dans le jardin politique congolais : entre enjeux stratégiques et économiques

The flowing of parties in the congolese political garden : between strategic and economic stakes

Gilbert Shamavu¹

1 Chercheur au Centre de Recherche en Sciences humaines, Cresh.



Received: 09 august 2024

Accepted: 10 november 2024

available online: 18 janvier 2025

Résumé. Le jardin politique congolais ressemble à une organisation structurée où plusieurs acteurs interagissent : théoriciens et praticiens de la politique, et n'importe quel acteur ou amateur de la politique. Peu importe leurs stratégies, revendications, ... ils se proclament et pensent agir au nom de la « démocratie ». Tel est le cas des partis politiques en R.D. Congo. Pour atteindre leurs objectifs, les partis politiques doivent respecter la loi. De cet idéal démocratique, on remarque que ceux-ci sont devenus des grandes organisations concourant à leurs propres intérêts, surtout au profit de leurs membres fondateurs. Dans cette perspective, ils sont considérés comme des entreprises familiales. L'objectif est de s'interroger sur les enjeux de la floraison des partis : une stratégie propice pour le développement de la R.D. Congo ou un stratagème de la maintenir dans un statu quo inoui ? C'est pourquoi, tout au long de notre cheminement, l'approche de l'analyse stratégique, accompagnée des techniques d'observation, documentaire et d'interview nous serviront de guide. Cette recherche se structure au tour des deux chapitres : (i) le contexte de l'étude et l'évolution des partis politiques en R.D. Congo et, (ii) la consécration de l'activité politique comme modèle de développement réel en R.D. Congo.

Mots-clés : économie-politique-parti politique-développement.

Abstract. The Congolese political garden resembles to a structured organization where several actors interact: theoreticians and practitioners of politics, and any actor of politics. Regardless of their strategies, claims, ... they call themselves and act in the name of "democracy". Such is the case of political parties in the DR Congo. However, to achieve their objectives, political parties must respect the law. Despite to the democratic ideal, we note that they have become large organizations that serve their own interests, especially for the benefit of their founding members. From this perspective, they are considered family businesses. Our objective is to question the stakes of the flowering of parties: a strategy conducive to the development of the DR Congo or a ploy to maintain it in an unprecedented status quo? That is why, throughout this work, the approach of strategic analysis, accompanied by observation, documentary and interview techniques will serve as our guide. This research is structured around two chapters: (i) the context of the study and the evolution of political parties in the DR Congo and, (ii) the consecration of political activity as a model of real development in the DR Congo.

Keywords: economy, politics, political party and development.

Introduction

Les milieux sociaux, économiques, politiques et culturels à l'intérieur desquels vivent les citoyens sont caractérisés par un pluralisme grandissant (L. Guay et P. Hamel, 2018 : 1). En effet, le jardin politique congolais ressemble à une organisation structurée où plusieurs acteurs interagissent : théoriciens et praticiens de la politique, et n'importe quel acteur politique. Peu importe leurs stratégies, revendications, ... ils se proclament et pensent agir au nom de la « démocratie ». Tel est le cas des partis politiques en République démocratique du Congo (R.D. Congo).

Le parti étant la troupe organisationnelle de ses militants, ne peut cependant devenir une véritable organisation politique capable de diriger les masses que s'il est fermement soutenu par les militants aguerris, intègres, décidés, résolus, contrôlés par une solide unité organisationnelle. A cet effet, le rôle des cadres est capital. Ils constituent le noyau du parti et la direction de la lutte : c'est au tour de ceux-ci, pris comme noyau agissant qu'un parti s'organise et que les activités se développent. La R.D. Congo compte une panoplie de partis politiques : les dominants sont les partis de la majorité et de l'opposition.

Cette étude n'est pas la première à analyser la question des partis politiques en R.D. Congo. Comme il est du devoir du chercheur de faire une recension critique de la littérature existante sur le thème de sa recherche, nous esquissons ici les principaux auteurs qui ont eu à traiter le même thème que nous.

Dans son étude sur les partis politiques au Congo-Kinshasa, Faustin Mulambu Mvuluya et Alidor Tshibanda Mbombo indiquent que les partis de la R.D. Congo se lèvent être des structures superficielles, éphémères, circonstancielles et personnalisées. Ces partis apparaissent comme étant des instruments stratégiques pour le gain facile de leurs fondateurs et adhérents (F. Mulambu et A. Tshibanda, 2018 : 220).

Pour Jean-Marie K. Mutamba Makombo, dans son étude sur la segmentation des partis

politiques et le vagabondage des acteurs politiques au Congo-Kinshasa, nous renseigne que la bonne marche des partis repose sur le prestige et l'autorité des dirigeants. Selon lui, le double phénomène de segmentation des partis et de vagabondage des acteurs politique est devenu banal dans la vie politique au Congo et touche aussi bien les grands partis que les petits partis. Il s'observe sous la 1^{ère} République, pendant la transition et la 3^{ème} République. En général, c'est une maladie infantile qui affecte nos organisations, pas seulement dans le monde politique, mais aussi dans le monde musical, religieux et des ONG (Organisation non gouvernementale) (J.-M. Mutamba Makombo, 2018 : 266).

Dans son étude sur les dessous des oripeaux idéologiques des partis politiques congolais, André Lubanza Mukendi affirme que le parti politique se construit et s'étend par la proclamation de ses vues politiques sur l'ordre social, qui constitue en fait son idéologie. C'est cette dernière qui différencie un parti politique des autres partis avec lesquels il entre en compétition dans le jeu qui anime l'État moderne (A. Lubanza Mukendi, 2018 : 77.).

Dans leur étude portant sur la privatisation du politique et gouvernance des réformes administratives, François Mukoka Nsenda et François-Xavier Iyaka Buntine font remarquer que l'évidence de tout phénomène de pouvoir constitue quelque chose de complexe ou ambigu, et celui-ci, dans sa compréhension ne peut s'articuler à la fois dans sa dimension théorique et empirique (F. Mukoka Nsenda et F.-X. Iyaka Buntine, 2018 : 172-175.).

Contrairement à ces études antérieures, cette recherche s'interroge sur l'essence des enjeux de la floraison des partis politiques pendant cette décennie et met en exergue l'absence de la pensée politique prospective des leaders politiques Congolais conduisant à la sombritude des partis politiques. Dans le but de moderniser le jardin politique congolais, le respect de la loi et des engagements de la part des acteurs et leaders des partis et de l'éthique des adhérents l'intéresseront au plus haut degré.

L'objet de la présente contribution vise à interroger la double dynamique interactionnelle entre deux processus : la motivation de la floraison des partis politiques et ses conséquences sur le plan politique, économique et social.

Comme annoncé ci-haut, le jardin politique congolais connaît une panoplie d'acteurs.

Ceux-ci interagissent dans un environnement très contingent et sont caractérisés par le manque d'une pensée politique (J. Do Nascimento, 2020 : 7.) réelle et pourtant le système, comme l'affirme Jean Delumeau et Yves Lequin, est déjà entré dans une ère de hautes turbulences et de crises inconnues qu'auparavant, même si les malheurs des temps ont toujours accompagné la vie des hommes (J. Delumeau et Y. Lequin, 1987 : 32.).

Au lieu de penser à la politique publique de gouvernance réelle, c'est-à-dire à la construction des infrastructures scolaires, au vécu quotidien du peuple, etc., les leaders de grands partis et leurs adhérents, en l'occurrence la majorité et l'opposition ne font que se diviser. Même dans les partis politiques d'opposition, on y trouve des opposants.

Face à cette réalité, nous pouvons nous poser les questions ci-après :

- La floraison des partis politiques pendant cette décennie, est-elle une stratégie propice pour le développement de la R.D. Congo ou un stratagème de la maintenir dans un statu quo inoui, et comment évolue-t-elle ?
- Que faire pour que l'activisme politique en R.D. Congo soit un levier de la décrispation des maux dont souffre le pays ?

En R.D.Congo, la floraison des partis politiques est le fruit des consultations nationales qui avaient permis à Mobutu d'échanger avec les différentes couches sociales sur la situation du pays, le 24 avril 1990, et contribuant à l'organisation de la Conférence nationale souveraine (CNS), un dialogue entre les Zaïrois, dont l'objectif était de trouver la solution aux

problèmes qui rongeaient le pays.

Après Mobutu, ses successeurs, pour chercher de solutions aux problèmes de leurs gouvernances, ont initié les dialogues de ce genre. Souvent, ceux-ci n'apportaient pas de changement, car contestés. C'est le cas des travaux du comité préparatoire du dialogue du 23 au 29 août 2016 à Kinshasa, convoqué par le Président Joseph Kabila à la fin de son mandat. De ce dialogue, certains leaders de l'opposition acceptent les mains tendues du Président de la République, les autres les boudent. Vital Kamerhe, président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) et Léon Kengo Wa Dondo de l'Union des forces pour le changement (UFC) jouent à l'apaisement en appelant leurs partis et regroupements politiques à participer au dialogue ; et Etienne Tshisekedi, leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Jean-Pierre Bemba du Mouvement de libération du Congo (MLC) et Moïse Katumbi de l'Ensemble qui les boudent. Malgré ce refus de participer, le premier camp avait permis à la Majorité présidentielle (MP) de prolonger son mandat.

Aussi, lors des élections de 2018, les partis d'opposition, au lieu de s'unir pour remporter la victoire, se sont opposés entre eux. Au lieu de contribuer à la vraie démocratie en R.D. Congo, ils n'ont que traîner les pas.

Comme il n'y a pas une voie unique pour se développer, les leaders des partis politiques et les politiques sont sensés agir au nom de « l'intérêt général », étant donné que la politique est l'art de bien gérer la cité ; et les partisans, au lieu d'adhérer compte tenu de la force politique de chaque camp, doivent agir au nom de ce principe sacro-saint.

Tout au long de la discussion, la théorie du chaos, accompagnée des techniques d'observation, documentaire et d'interview nous serviront de guide. Pour analyser les faits, nous partirons de 2006 à 2018, périodes au cours desquelles les partis politiques se sont mobilisés pour conquérir le pouvoir aux élections dites « démocratiques ».

Cette recherche se structure au tour des deux chapitres : le premier chapitre porte sur le contexte de l'étude et l'évolution des partis politiques en R.D. Congo, tandis que le deuxième aborde la consécration de l'activité politique en tant que modèle de développement réel du pays.

I. Contexte de l'étude et évolution des partis politiques en R.D.Congo

Cette partie esquisse comment les partis politiques sont créés et comment évoluent-ils.

I.1. Contexte de l'étude

Le jardin politique congolais est arrosé par plusieurs acteurs. De ceux-ci, seuls les partis politiques ont retenu notre attention.

En effet, depuis l'accession de la République démocratique du Congo à son indépendance, la problématique de la création, de l'organisation, de la gestion et du fonctionnement des partis politiques ainsi que d'instrumentalisation des stratégies de conquête du pouvoir, n'a jamais été maîtrisée par les Congolais (N. Obotela Rashidi, 2004, : 91-110.).

Depuis l'indépendance, au lieu de diminuer, le nombre des partis politiques augmentent : plus de 400 en 1964 (N. Obotela Rashidi, 2004, : 91.) et de plus de 900 aujourd'hui (Ministère de l'Intérieur, sécurité et Affaires coutumières, 2023). Malgré cet accroissement vertigineux de partis autorisés à fonctionner en R.D. Congo, la situation politique ne change pas. De celle-ci, il s'observe aujourd'hui que, les partis politiques obéissent aux impératifs opportunistes, tribales, et leur gestion ressemble à celle d'une institution familiale. Entre temps, au lieu que le pays se développe sur le plan économique, culturel, etc., le seul secteur politique mouvant ne rassure même pas le peuple Congolais.

De plus, là où il y a plus de 900 partis politiques, il y aurait aussi plus de 900 projets de développement pour que l'Etat puisse s'en référer.

Ainsi, pour ce qui concerne les partis politiques en R.D. Congo, il est à préciser que les

premiers regroupements des partis politiques se sont constitués la veille de l'indépendance et sont soit des fédéralistes ou soit des unitaristes. Ces partis forment les seules coalitions à fondement idéologique politique orientée sur la conception des relations de pouvoir entre le centre et la périphérie, dissoutes à la formation du gouvernement Lumumba (A. Lubanza Mukendi , 2018 : 97.).

Du côté des fédéralistes il y avait des partis comme l'ABAKO, le MNC-K, le PSA et le Parti du peuple. La CONAKAT, étant fédéraliste, n'en faisait pas partie. Du côté des unitaristes, il y avait le MNC-L, le CEREAL, le Parti Progressiste congolais, la Balubakat (qui fut d'abord fédéraliste en participant au congrès de Kisantu avant sa conversion à l'unitarisme).

Après cette tentative de regroupement entre fédéralistes et unitaristes, sur la voie de sortie de la crise politique et institutionnelle qui éclata en 1960, deux coalitions antagonistes virent le jour. Il s'agit, premièrement de la Convention Nationale Congolaise (CONACO) qui fut créée pour répondre à la stratégie de conquête du pouvoir par Moïse Tshombe et dont une cinquantaine de partis politiques et d'association tribales avaient adhéré grâce à la popularité de ce dernier, qui était Premier ministre en ce moment-là. Deuxièmement, il s'agit du front Démocratique Congolais (FDC), une création issue des mésententes et oppositions entre ces partis soutenant Tshombé (A. Lubanza Muendi , 2018 :97.).

Aujourd'hui, plus les années passent, les nombres des partis politiques augmentent, entre temps, le peuple congolais croupit dans la misère indescriptible.

I.2. Notions des partis politiques

I.2.1. Naissance et définition des partis politiques

Les partis politiques sont nés avec la démocratie et sont la condition de son bon fonctionnement. Ils constituent, à cet effet, des organisations durables aussi bien au plan rationnel qu'au plan local qui cherchent à obtenir un soutien populaire pour accéder au pouvoir et y réaliser leurs pro-

jets (Mpongo Bokoka Bautolinga, 2004 : 55).

Pour ce qui est de la création des partis politiques, en R.D. Congo, le droit de créer un parti politique est garanti. En effet, pour créer un parti politique, tout membre fondateur doit remplir les conditions suivantes (Loi n° 04/002 du 15 mars 2004 : 10-11) :

- Être de nationalité congolaise ;
- Avoir l'âge de 25 ans au moins ;
- Jouir de ses droits civils et politiques ;
- Jouir d'une bonne santé physique, mentale et être de bonne vie et mœurs ;
- Justifier d'un niveau de formation de graduat ou équivalent au moins ou d'une expérience professionnelle ou politique avérée ;
- Avoir une résidence ou un domicile en République Démocratique du Congo ;
- N'avoir jamais fait l'objet d'une condamnation pénale pour une infraction intentionnelle ayant acquis l'autorité de la chose jugée, sauf cas d'amnistie et de réhabilitation judiciaire.

Les partis politiques sont des organisations durables, possédant des ancrages locaux et dont l'objectif est la conquête du pouvoir au moyen de la recherche du soutien populaire. Ils sont le moyen par lequel les citoyens peuvent participer à la vie politique et à la prise de décision et sont responsables de la formation du gouvernement, de la mise en œuvre des politiques et de la représentation des intérêts des citoyens. Ils sont aussi responsables de la mise en place des mécanismes de contrôle et de surveillance des gouvernements (<https://www.democratie-participative.fr/2023/01/28/>).

En tant qu'organisation d'influence du processus politique et de la promotion de leur propres idées et valeurs, dans une démocratie, les partis politiques jouent un rôle important : ils représentent les intérêts et les opinions des citoyens. Ils sont responsables de la présentation des programmes politiques et des candidats aux élections. Ils sont enfin responsables de la mobilisation des électeurs et de la promotion des idées et des valeurs qu'ils représentent (<https://www.democratie-participative.fr/2023/01/28/>).

Dans cette perspective, nous pouvons définir les partis politiques comme des organisations organisées, durables aussi bien au plan national qu'au plan local qui cherchent à obtenir un soutien populaire pour accéder au pouvoir et le conserver le plus longtemps possible pour réaliser leurs projets.

I.2.2. Partis politiques et élections

On ne parle des élections que dans une démocratie. Comme analysé ci-haut, les partis politiques jouent un rôle important dans le processus électoral. Ils sont responsables de la promotion des candidats et des idées politiques, et peuvent influencer les élections en fournissant des ressources et des soutiens aux candidats, en organisant des campagnes de sensibilisation et en mobilisant les électeurs <https://www.democratie-participative.fr/2023/01/28/>.

Pour y arriver, les partis politiques organisent des campagnes de sensibilisation pour promouvoir leurs candidats et leurs idées, organisent des réunions publiques, des débats et des forums pour discuter des questions politiques et des enjeux électoraux ou diffusent des messages publicitaires et des annonces télévisées.

En rapport avec les soutiens aux électeurs, les partis politiques mobilisent les candidats pour voter en organisant des campagnes de sensibilisation pour les encourager à se rendre aux urnes et à voter pour leurs candidats.

Concernant les moyens de financement, il est clair que les partis politiques se financent de différentes manières, mais en fonction du pays et de la législation en vigueur. Leurs principales sources de financement sont, entre autres :

- Les cotisations des membres.
- Les dons privés.
- Les financements publics.
- Les subventions publiques pour les campagnes électORALES.
- Les fonds propres.
- Les emprunts.

En R.D. Congo, le parti politique est une association des personnes physiques de nationalité congolaise qui partagent la même idéologie et le même projet de société, en vue de conquérir et d'exercer démocratiquement et pacifiquement le pouvoir d'État. La loi sur les partis politiques en énumère d'autres sources de financement. Il s'agit de (Loi n° 04/002 du 15 mars 2004 : 21-22) :

- Revenus réalisés à l'occasion des manifestations ou des publications.
- Opérations mobilières et immobilières.

I.2.3. Organisation et fonctionnement des partis politiques

Du point de vue organisationnel, Maurice Duverger distingue deux types de partis politiques, à savoir :

- Les partis de cadres : ces partis ont une origine électorale et parlementaire, c'est-à-dire que leur naissance est liée à l'extension des prérogatives du Parlement et du droit de suffrage. Avec l'émergence des Assemblées, des groupes parlementaires se constituent progressivement. L'extension du droit de suffrage contraint ces groupes à s'organiser localement en créant des comités électoraux. Pour assurer leur cohésion, une administration centrale se constitue et devient l'état-major du parti et instaure une véritable spécialisation du travail au sein de l'organisation. Ces partis recrutent parmi les intellectuels, les notables les élites sociales permettant de financer et d'influencer la vie politique.
- Les partis de masse : ils ont une origine extérieure, c'est-à-dire que leur naissance est liée au développement de diverses associations telles que les syndicats ou les sociétés de pensée. Ils sont en quête d'adhérents et de militants issus des classes populaires qui financent le parti via leurs cotisations. Ils les forment et les promeuvent. La base est constituée par des sections locales, coordonnées au niveau départemental par des fédérations, elles-mêmes dépendantes d'un centre. Ils ont

pour objet la recherche de l'adhésion formelle du plus grand nombre.

Du point de vue fonctionnel, les partis politiques fonctionnent conformément aux dispositions de la loi. En R.D. Congo, le parti politique fonctionne conformément aux dispositions de la loi, de ses statuts et de son règlement intérieur. Il est administré et dirigé par ses organes statutaires. Tout changement dans la direction ou l'administration du parti et toute modification de ses statuts doivent, dans le mois qui suit, faire l'objet de déclaration au Ministère de l'Intérieur. Le Ministre ayant les Affaires Intérieures dans ses attributions rejette toute modification non conforme aux dispositions de la présente loi. Et les dispositions statutaires modifiées sont publiées au Journal Officiel (Loi n° 04/002 du 15 mars 2004 : 17-21.).

Ainsi, les partis politiques légalement constitués ont droit au libre accès et à un égal traitement par les médias publics dans le cadre des émissions et programmes hebdomadaires pour faire connaître leurs opinions et donner lecture des communiqués adoptés ou signés par leurs organes statutaires.

De cette disposition, chaque parti politique est tenu de :

- Déclarer chaque année auprès du Ministère ayant les Affaires Intérieures dans ses attributions, au plus tard dans la quinzaine qui suit la date anniversaire de son enregistrement, les noms, professions et domiciles de ceux qui, à titre quelconque, sont chargés de son administration centrale ;
- De déposer chaque année auprès du Ministre ayant les Affaires Intérieures dans ses attributions, au plus tard le 31 mars, le compte financier de l'exercice écoulé.

Lorsqu'un parti politique ne se conforme pas à cette disposition, le Ministre ayant les Affaires Intérieures dans ses attributions le rappelle à l'ordre. A défaut d'obtempérer, le parti politique est suspendu jusqu'à ce qu'il s'y conforme.

II. Consécration de la politique en tant que modèle de développement de la R.D.Congo

II.1. La floraison des partis politiques comme un spectacle d'avant-match en R.D. Congo

II.1.1. La prolifération des partis politiques en R.D. Congo

Le phénomène de prolifération des partis politiques en R.D. Congo tire son origine de la libération de l'espace politique par le Président Mobutu en 1990. Aujourd'hui, le multipartisme domine le terrain politique sans que le pays ne se développe. Comme il en est ainsi, quel est le modèle de développement dominant la société congolaise ?

Il est à signaler que le développement recèle la relativité, c'est dire que chaque société doit s'imaginer et trouver son modèle ou son style de développement, conformément aux caractéristiques de sa culture et de son milieu naturel. C'est pourquoi, il y a autant de schémas et modèles de développement qu'il y a des sociétés. Car, aucun modèle de développement n'est universalisable et ne peut être généralisé ni dans l'espace, ni dans le temps (C.T. Huynh, 1984 : 13.).

Etant donné qu'il ressort de la relativité comme postulat important du développement, du fait que les conceptions et les modèles de développement sont fonction des structures de la société considérée, des catégories sociales qui la composent, des intérêts et du dynamisme des catégories sociales, il sied de signaler que ce dynamisme interne doit être accompagné des tentatives ou des actions de développement venant d'ailleurs, à condition que celles-ci rencontrent les préoccupations et les besoins de la société en développement.

En R.D. Congo, tout le monde veut devenir Ministre, Député national ou provincial, Chef d'entreprise etc. parce que la politique est l'unique secteur où les Congolais investissent. Ceci, parce que, non seulement c'est la seule activité rentable, mais aussi c'est le secteur qui accueille tout le monde sans discrimination : congolais ou étranger, rebelles, etc. L'économie, l'infrastructure, le social, etc. sont oubliés

ou négligés au détriment de l'activité politique. Tel est le cas de la prolifération des partis politiques.

Or, selon Huynh Cao Tri, tout d'abord, une société, pour se développer, doit commencer par ne pas cesser d'être elle-même, car ce qui n'existe plus ne se développe pas. Ensuite, le processus du développement ne doit pas conduire à la destruction, à l'altération et/ou à l'aliénation de la personnalité des peuples (C.T. Huynh, 1984 : 14.).

Certes, en R.D. Congo, le secteur politique attire les acteurs de tout acabit. Pour ce faire, le modèle de développement à envisager doit être centré sur le renforcement du pouvoir de l'Etat, c'est-à-dire la bonne gouvernance. Celle-ci passe par initier les acteurs politiques aux valeurs républicaines et favoriser l'émergence des créateurs d'entreprises et de la richesse grâce aux différentes politiques publiques, comme la valorisation d'autres secteurs : l'énergie, l'eau, l'agriculture, l'éducation nationale, etc. C'est le type de « développement endogène centré sur l'homme » que Pham préconise et qui apparaît comme le point de rencontre d'un élargissement et d'une valorisation du culturel comme dimension essentielle du développement (N.H. Pham, 1984 : 1.).

II.2. La floraison des partis politiques, un chaos planifié ou une nouvelle gouvernance à la congolaise ?

La scène politique congolaise se caractérise par deux faits stratégiques majeurs, à savoir :

- Du chaos à la réussite,
- De la vassalité politique à la démocratie.

II.2.1. Du chaos à la réussite

La notion de chaos tire son origine des idées de mathématiques ou de physiques à travers le mouvement communément appelé « effet de papillon ». C'est la théorie de chaos de

James Gleick en 1987 ou de fractales de Peit-gun et Richter en 1986 (J. Gleick, Peit Gun et Richter, cités par S. Joubaud, 2001 : 9.). Cette théorie est toutefois assez mal comprise, même si elle est souvent citée. Dans les années 1990, le grand public s'en est également approprié

pour créer une structure que personne n'a jamais vue, susciter une excitation légitime, en démontrant plus modestement que notre vie quotidienne est également remplie de phénomènes dynamiques que nous cherchons à comprendre simplement, souvent en donnant vie aux systèmes : les agitations de tous genres.

Utilisée dans cette recherche, le but principal est d'expliquer la motivation de la surpolitisation de la société congolaise. Dans l'application de la théorie de chaos à l'explication de la floraison de partis politiques, la question suivante mérite de nous éclairer : la prolifération de partis politiques en R.D. Congo, est-elle salutaire en ce XXI^{ème} siècle pour le pays et pour son peuple ?

D'après notre constat, les partis politiques sont devenus de grandes organisations, d'autres se comportent comme des Associations sans but lucratif (ASBL) camouflées, d'autres encore, sont des commerçants de l'idéologie non productive, c'est-à-dire, des commerçants déguisés. C'est ce que François Mukoka Nsenda et François-Xavier Iyaka Buntine appellent « privatisation du politique et gouvernance des réformes administratives (Mukoka Nsenda, F. et Iyaka Buntine, F.-X., 2018 : 173-206) ».

En clair, tous sont considérés comme des néo-colonialistes dans leur propre pays. Ils prétendent agir au nom de l'intérêt national, et pourtant, cherchent à promouvoir les intérêts du groupe ainsi que de leurs organisations ou entreprises créées. Notons que ce contraste s'appelle « la pensée enchaînée (S. GEORGE, 2007 : 49.) » et constitue la raison d'être de la modernité ou de la mondialisation à la congolaise.

De cette façon de faire, les partis politiques sont décriés, non seulement par leurs membres adhérents ou militants, mais aussi de l'extérieur du parti. Dans ce cas, comme nous expliquent Faustin Mulambu et Alidor Tshibanda Mbombo, les partis politiques se réduisent en des structures superficielles éphémères, circonstancielles, et personnalisées (F. Mulambu et A. Tshibanda F., 2018 : 220.).

Ainsi, leurs leaders vacillent entre la « politique du ventre (J.-F. Bayart, 1989 : 12.) » et celle du développement.

De ce qui précède, le caractère démocratique se trouve ainsi réduit ou brouillé par les appétits des leaders des partis politiques et leurs militants. C'est dans ce cadre que le chaos s'explique et justifie ce qu'on appelle couramment la « démocratie ».

II.2.2. De la vassalité politique à la démocratie

La vassalité politique est l'assujettissement, une soumission d'un candidat ou d'un militant à son chef. Le candidat, au lieu de tenir à sa parole de servir la nation, il travaille dans le but de satisfaire son leader politique.

La politique est l'art de gérer la cité ou l'État. Ainsi, l'homme politique est celui qui sert son pays avec loyauté. En effet, en Afrique, en général, et en R.D. Congo, en particulier, il y a deux forces politiques, au lieu de collaborer pour le développement du pays, ne font que s'affronter. C'est la majorité (les partis politiques qui soutiennent le pouvoir) et l'opposition (les adversaires du pouvoir en place).

Pour déterminer les militants d'un camp par rapport à un autre, le choix est difficile à opérer. La plupart de fois, les militants ou partisans adhèrent compte tenu de la force politique de chaque camp. Quand un camp s'affaiblit, ou quand il n'a plus à donner à ses membres, ceux-ci se trouvent débauchés par un camp opposé au sien.

Osman Dan Fodio ne disait-il pas : « La conscience est une plaie ouverte. Seule la vérité peut la guérir (Stephen Smith, 2003 : 9.) » ?

Pourtant, un homme politique, malgré sa stratégie, doit respecter la norme, le règlement de son organisation politique. À la lumière de Claude Durand et Alain Pichon, la norme est une catégorie du social, elle préside à la définition de la vie en société ; elle règle la vie sociale. Selon François Chazel, la norme est un précepte d'action régissant la conduite des acteurs sociaux (F. CHAZEL, cité par C. Durand, et A. Pichon, 2003 : 11).

C'est pourquoi, la régulation des comportements, des modes de fonctionnement de la société, des institutions et des groupes sociaux s'opère au nom d'une éthique, en référence à des valeurs morales. La norme dicte alors ce qu'il faut faire ou ne pas faire, ce qu'il est bien ou mal à faire (Durand, C. et Pichon, A. : 11.).

La loi sur les partis politiques en R.D. Congo, dans ses dispositions générales, indique avec précision qui peut adhérer et qui ne peut pas adhérer aux partis politiques. Cette loi dispose : « Tout Congolais ayant atteint l'âge de 18 ans est libre d'adhérer au parti politique de son choix ou de se retirer. Toutefois, les magistrats, les membres des forces armées, les forces de l'ordre et des services de sécurité, les fonctionnaires et agents de carrière des services publics de l'Etat ne peuvent exercer les activités politiques ni adhérer aux partis politiques que conformément aux dispositions des textes particuliers qui les régissent. Les chefs coutumiers ne peuvent ni créer ni adhérer à un parti politique » (Loi n° 04/002 du 15 mars 2004 : 8.) ».

Sur le terrain, on remarque l'inapplicabilité de la présente loi. Aujourd'hui, en R.D. Congo, cette catégorie de personnes exclues dans les partis politiques, constituent des poids lourds de la politique. Chaque catégorie a un camp auquel il appartient. Soit à la majorité (présidentielle), soit à l'opposition. Tel est le cas des élections législatives de décembre 2023.

Ainsi, la démocratie, c'est le laisser-aller ou le laisser faire, ou encore, cette façon d'appréhender la politique congolaise. Au nom de cette « démocratie à la congolaise », dans le but d'affaiblir leur camp, on trouvera dans un parti d'opposition, des opposants qui créent une autre opposition.

Notons que cette pratique est une monnaie courante chez nous, en R.D. Congo, depuis l'avènement du multipartisme proclamé par le Président Mobutu Sese Seko en 1990. Sous ce registre, comme certains membres manquent d'attachement ou de loyauté à leurs autorités (morales), le pouvoir les utilise pour semer

des zizanies dans leurs camps en vue de mieux gagner du terrain et se pérenniser au pouvoir. Aussi, nous observons des alliances contre nature ou de pacotille, des dédoublements des partis politiques, etc.

Cette situation s'est plus observée pendant le régime de Joseph Kabila et dans une moindre mesure, dans le présent régime de Tshisekedi. Certes, tout profite toujours au camp de la majorité qui se frotte les mains.

II.3. Comment moderniser le jardin politique Congolais ?

Pour tout système, il y a un point de vue auquel on le saisit comme vrai et comme complet (...) Pour ce qui est de montrer dans quel sens il a tort, on le laisse à des plus habiles, et il n'en manquera point (M. Maesschalk, 1992 : 1.). Certes, le jardin politique congolais mérite d'être aménagé ou entretenu.

En effet, l'espace politique congolais est prise en otage, séquestré et nécessite donc une libération. Nous remarquons avec Jean-Paul Lebel et Alain Touraine que la libération est plus qu'une date. Elle marque l'explosion d'une période nouvelle dans laquelle est plongée toute une génération découvrant un même mouvement, la vie et l'histoire (J.-P. Lebel et A. Touraine, 2007 : 12.).

Dans cette perspective, la R.D. Congo doit refonder son jardin politique en misant sur la construction des institutions fortes et des hommes forts à tous les niveaux pour enfin lutter contre les dérives démocratiques. Se référant à Nicolas Machiavel, le Prince doit être structuré, c'est-à-dire que l'autorité doit revoir ses relations avec ses sujets et avec ses amis.

Ainsi, les modèles modernes du « prince » sont, entre autres (N. Machiavel, 1992 : 10-14) :

- Les rapports du prince avec ses sujets et avec ses amis ;
- Le prince doit se conformer « à la vérité effective de la chose et non aux imaginations qu'on s'en fait » ;
- L'intérêt du prince coïncide avec le but commun, mais bien plus que ses devanciers.

À cet effet, les autorités politiques congolaises en général, et les leaders ou autorités morales de partis politiques et autres acteurs, en particulier, doivent réfléchir, non seulement sur l'avenir de la société congolaise, mais aussi sur celui de la nation congolaise.

Sous ce chapitre, se référant à l'idée de Jose Do Nascimento, pour un changement significatif en R.D. Congo, il est souhaitable que tous les acteurs du changement aient une pensée politique prospective, entendue comme innovation.

Selon cet auteur, en Afrique contemporaine, la pensée politique prospective est rare. Elle est souvent compensée par une logomachie activiste ou révolutionnaire qui n'a d'autre effet que d'enflammer de temps à autre la colère qui sourde au sein des populations avant que le poids du réel ne les repousse dans une posture contrainte de spectateurs de leur propre histoire. Il est à signaler que cette rareté de la pensée politique prospectrice en Afrique est sans doute due à l'adversité du quotidien. Celle-ci focalise l'esprit sur des solutions de l'urgence qui ne pourront dès lors être que des palliatifs temporaires (J. Do Nascimento. (2020) : 7-8).

C'est pourquoi, pour désillusionner celles ou ceux qui ne pensent ou investissent dans la politique, le gouvernement congolais doit transcender les urgences du quotidien pour penser à l'avenir en terme prospectif et normatif. Dans ce cas-ci, il doit relever le défi en investissant dans les filières industrielles oubliés ci-dessous :

- L'agro-industrielle ;
- Les matériaux de construction ;
- Les mines et métallurgies ;

En outre, le gouvernement congolais doit réellement financer le « Plan directeur d'industrialisation » à l'horizon 2040, d'un coût de 58 milliards de dollars, dévoilé le 26 août 2021 par le ministre Julien Paluku et qui prévoit des infrastructures devant relier différentes régions d'Afrique centrale. Il doit rattraper son retard en termes d'industries : l'infrastructure, la fourniture de l'électricité et

la diversification de l'économie.

II.4. Résultats de la recherche

Depuis l'indépendance de la R.D. Congo, au lieu de diminuer, le nombre des partis politiques augmente. Aujourd'hui, avec plus de 900 partis politiques, le pays, au lieu de se développer, s'appauvrit. Il est clair que les partis politiques obéissent aux impératifs opportunistes, tribales, et leur gestion ressemble à celle d'une institution familiale. Entre-temps, sur le plan économique, culturel, social, etc., le pesanteur politique bloque l'État, car ce seul secteur politique mouvant ne rassure même pas le peuple.

Pourtant, le multipartisme en R.D. Congo serait le synonyme du développement. Là où il y a plus de 900 partis politiques, il y aurait aussi plus de 900 projets de développement à financer ou auxquels se référer. C'est pourquoi, sans une vision ou pensée politique réelle et prospective, le chaos sera au rendez-vous. D'où, les oppositions dans l'opposition, le débauchage, la transhumance politique, etc. ne développeront jamais le Pays. Ceux-ci ont une pesanteur considérable en R.D. Congo, parce que les dirigeants à tous les niveaux, n'ont pas de volonté politique de développer d'autres secteurs de la vie.

Conclusion

Cette étude portait sur la floraison des partis dans le jardin politique congolais : entre enjeux stratégiques et économiques.

Dans l'objectif de s'interroger sur la double dynamique interactionnelle entre deux processus : la motivation de la floraison des partis politiques et ses conséquences sur le plan politique, économique et social, cette recherche a indiqué que, notre pays, la R.D. Congo doit refonder son jardin politique en musant sur la construction des institutions fortes et des hommes forts à tous les niveaux pour enfin lutter contre les dérives démocratiques. A cet effet, elle doit imiter le modèle du « Prince » développé par Nicolas Machiavel, selon lequel, l'autorité doit être structuré, c'est-à-dire revoir ses relations avec ses sujets et avec ses amis.

Répondant à la problématique de cette recherche, notre hypothèse a indiqué que la floraison des partis politiques en R.D. Congo est le fruit des consultations nationales qui avaient permis à Mobutu d'échanger avec les différentes couches sociales sur la situation du pays, le 24 avril 1990, et contribuant à l'organisation de la Conférence nationale souveraine (CNS), un dialogue entre les Zaïrois, dont l'objectif était de trouver la solution aux problèmes qui rongeaient le pays.

Après Mobutu, ses successeurs, pour chercher de solutions aux problèmes de leurs gouvernances, ont initié les dialogues de ce genre. Souvent, ceux-ci n'apportaient pas de changement, car contestés. C'est le cas des travaux du comité préparatoire du dialogue du 23 au 29 août à Kinshasa, convoqué par le Président Joseph Kabilà à la fin de son mandat en 2016. De ce dialogue, certains leaders de l'opposition acceptent les mains tendues du Président de la République, les autres les boudent.

Aussi, lors des élections présidentielle et législatives de 2018, les partis d'opposition, au lieu de s'unir pour remporter la victoire, se sont opposés entre eux. Au lieu de contribuer à la vraie démocratie en R.D. Congo, ils n'ont que trainer les pas.

Comme il n'y a pas une voie unique pour se développer, les leaders des partis politiques sont sensés agir au nom de « l'intérêt général », étant donné que la politique est l'art de bien gérer la cité ; et les partisans, au lieu d'adhérer compte tenu de la force politique de chaque camp, doivent agir au nom de ce principe sacro-saint.

Tout au long de la discussion, la théorie du chaos, accompagnée des techniques d'observation, documentaire et d'interview nous ont servi de guide.

Cette étude s'est structurée autour de deux chapitres : le premier chapitre a porté sur le contexte de l'étude et l'évolution des partis politiques en R.D. Congo, tandis que le deuxième a abordé la consécration de l'activité politique en tant que modèle de développement du pays.

Les résultats ont montré que depuis l'indépendance jusqu'aujourd'hui, au lieu de diminuer, le nombre des partis politiques augmente. Plus de 900 partis politiques et la situation politique ne change pas. Il est à constater que les partis politiques obéissent aux impératifs opportunistes, tribales, et leur gestion ressemble à celle d'une institution familiale. Entre temps, au lieu que le pays se développe sur le plan économique, culturel, social, etc., le seul secteur politique mouvant ne rassure même pas le peuple Congolais. D'où, le gouvernement congolais doit développer d'autres secteurs de la vie, en l'occurrence l'agro-industrie, les matériaux de construction, etc.

Pourtant, la surpolitisation ou le multipartisme en RDC serait le synonyme du développement si les leaders des partis politiques et d'autres acteurs aimeraient leur pays. Ceci veut dire que là où il y a plus de 900 partis politiques, il y aurait aussi plus de 900 projets de développement pour l'Etat. C'est pourquoi, sans une vision ou pensée politique réelle et prospective, le chaos sera au rendez-vous ; et les oppositions dans l'opposition, le débauchage, la transhumance politique, etc. ne feront que stopper l'élan du développement.

Références bibliographiques

- Bayart, J.-F. (1989). *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris : Fayard, contemporaine, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Delumeau, J et Y. Lequin, Y. (1987). *Les Malheurs des temps. Histoire des fléaux et des calamités en France*, Paris : Larousse.
- Do Nascimento, J. (2020). *La pensée politique de Cheikh Anta Diop*, Paris : L'Harmattan.
- Durand, C et A. Pichon, A. (2003). *La puissance des normes*, Paris : L'Harmattant.
- George, S. (2007). *La pensée enchaînée. Comment les droites laïque et religieuse se sont emparées de l'Amériques*, Paris : Fayard.
- Guay, L et Hamel, P. (2018). *Les aléas du débat public. Action collective et démocratie*, Col. Sociologie
- Huynh, C.T. (1984). *Identité culturelle et développement : portée et signification*, Stra-

- tégie du développement endogène, Paris : UNESCO.
- Joubaud, S. (2021). Systèmes dynamiques et chaos : Notes du cours de Thierry Dauxois (2005-2013 et 2018-2019) et ouvrage de Steven Strogatz, Paris : Université Claude Bernard Lyon I. 9 et suiv.
- Lebel, J.-P. et Touraine, A. (2007). Vie. Œuvres. Concepts, les grands théoriciens des sciences économiques et sociales, Paris : Ellipses Edition Marketing S.A.
- Les rôles des partis politiques dans une démocratie, Article en ligne sur <https://www.democratie-participative.fr/2023/01/28/> consulté le 20/05/2024.
- Loi n° 04/002 du 15 mars 2004 portant organisation et fonctionnement des partis Politiques en R.D. Congo (10-11).
- Lubanza Mukendi, A. (2018). Les dessous des oripeaux idéologiques des partis politiques congolais. In Kinshasa-Montréal-Washington (Eds.), Le Degré zéro de la dynamique politique en République Démocratique du Congo 1960-2018 (pp. 77-107). ICREDÉS, J : Kankwenda Mbaya.
- Machiavel, N. (1992). Le Prince, Paris : Flammarion, 1992.
- Maesschalk, M. (1992). Le principe d'autonomie, introduction aux auteurs modernes, Louvain-La-Neuve : Edition de l'Institut supérieur de philosophie.
- Ministère de l'intérieur, sécurité et Affaires Coutumières. (2023). Liste des partis politiques autorisés à fonctionner en R.D. Congo, 23 juin.
- Mpongo Bokako Bautolina (2004). Stratégie de conquête de pouvoir des partis politiques. In Kinshasa (Ed.), Session de formation organisée par l'Institut pour la Démocratie et le Leadership Politique (I.D.L.P.) (pp. 55-67). Fondation Konrad Adnauer, P : Mabiala Matumba-Ngoma.
- Mukoka Nsenda, F. et Iyaka Buntine, F.-X. (2018). Privatisation du politique et gouvernance des réformes administratives. In Kinshasa-Montréal-Washington (Eds.), Le Degré zéro de la dynamique politique en République Démocratique du Congo 1960-2018 (pp. 172-175). ICREDÉS, J : Kankwenda Mbaya.
- Mulambu, F et Tshibanda, A. (2018). Les Partis politiques au Congo-Kinshasa : organisations ou écuries politiques personnelles ? In Kinshasa-Montréal-Washington (Eds.), Le Degré zéro de la dynamique politique en République Démocratique du Congo 1960-2018 (pp. 219-263). ICREDÉS, J : Kankwenda Mbaya.
- Mutamba Makombo, J.-M. (2018). La segmentation des partis et le vagabondage des acteurs politiques au Congo-Kinshasa (1959-2017). In Kinshasa-Montréal-Washington (Eds.), Le Degré zéro de la dynamique politique en République Démocratique du Congo 1960-2018 (p. 265-297). ICREDÉS, J : Kankwenda Mbaya.
- Obotela Rashidi, N. (2004). Rapport général de l'Institut pour la démocratie et le leadership politique (IDLP). In Kinshasa (Ed.), Organisation et fonctionnement des partis politiques en R.D. Congo (pp. 91-110.). Fondation Konrad Adnauer, P : Mabiala Matumba-Ngoma.
- Pham, N.H. (1984). Sciences sociales et approche multidimensionnelle du développement endogène et centré sur l'homme, Paris : UNESCO.
- Stephen Smith. (2003). Nécrologie. Pourquoi l'Afrique meurt, Calmann-Lévy.